



Dans un contexte social qui interroge sur la justice fiscale, sur la place et le rôle des services publics, et sur les questions de pouvoir d'achat, les personnels de la DGFIP subissent une nouvelle dégradation de leurs conditions de travail à l'occasion de la mise en place du PAS.

Parallèlement, le concept de géographie revisitée annonce de nouvelles réformes menant au démantèlement des services dans leur forme actuelle. C'est donc maintenant qu'il faut se mobiliser, tous ensemble pour réclamer notre dû et défendre notre avenir professionnel !

Nous devons saisir l'opportunité de la dernière phase du premier round du PAS pour agir et faire pression sur les pouvoirs publics.

Les organisations syndicales des finances publiques, Solidaires, CGT et FO vous appellent

- ➔ à vous réunir partout en assemblées générales pour formaliser vos revendications (cahiers de revendications) et pour décider, partout où c'est possible et par tous les moyens possibles (grèves sous toutes ses formes, blocages et occupations, y compris nocturnes, de services, journée minimum de travail, etc.) d'action pour bloquer la DGFIP du 28 janvier au 15 février.**
- ➔ à vous joindre aux Centres de prélèvement service, Centres impôt service et Centres de contact (CPS CIS et CDC) mobilisés le 28 janvier, à faire du jeudi 31 janvier, en convergence avec les mobilisations des retraités, du mardi 5 février en convergence avec la journée de mobilisation interprofessionnelle, du jeudi 7 février et du jeudi 14 février des journées DGFIP mortes.**

Nos revendications

- Pour l'attribution à toutes et tous de la prime exceptionnelle de 200 euros.
- Pour la revalorisation immédiate des régimes indemnitaires de 200 euros brut par mois, via l'IMT et leur intégration dans le traitement !
- Pour l'augmentation de la valeur du point d'indice.
- Pour une opération massive de repyramidage des emplois accompagné d'une nette amélioration des volumes de promotions de grade au sein de chaque catégorie (A/B/C) et d'un large plan de promotions de C en B et de B en A.
- Pour l'ouverture d'une véritable négociation sur l'avenir de nos missions, de nos implantations territoriales et de nos règles de gestion.
- Pour l'arrêt des suppressions d'emplois, de toutes les restructurations y compris la géographie revisitée du directeur général et par la mise en place d'un plan ambitieux de recrutement de personnels titulaires à la hauteur des besoins.

**Toutes et tous dans l'action pour nous,
pour notre avenir professionnel, pour nos rémunérations,
pour nos missions et nos emplois !**